

Pour une nouvelle Europe sociale

Jacques Delors

Je voulais, au nom du Président Poul Rasmussen et en mon nom, remercier tous les camarades qui ont contribué à cette vaste réflexion sur l'Europe sociale. Les participants ont pu nous apporter, en plus de leurs propres analyses et réflexions théoriques, des éléments précieux sur les expériences propres à chaque pays. Car, comme vous le savez, il existe, en réalité, venant de nos histoires nationales, plusieurs variantes du modèle social européen. Cette diversité, nous devons l'assumer pour mieux fixer nos objectifs et les moyens de les réaliser. Mais, dans le domaine social comme de manière plus générale, la diversité de l'Europe, c'est aussi sa force qui traduit une unité indiscutable. C'est ainsi que pour l'avenir de la société, la grande majorité des Européens a une philosophie commune que l'on peut traduire simplement dans la formule suivante: nous ne voulons pas d'un système où la société écrase l'individu mais nous rejetons tout autant une société où l'individu serait son seul juge et pourrait décider de tout aux dépens de la société et de sa cohésion.

Cette conception de base a fait que, dans les golden sixties, tous les pays européens se sont dotés de régimes de solidarité sociale couvrant l'intégralité des risques. Ils ont trouvé, sur le plan économique, une sorte de compromis dynamique entre les forces du capital et les forces du travail. Ces acquis du modèle social européen sont remis en cause ou défiés par, d'une part, la globalisation et la mutation technologique et, d'autre part, à cause du déséquilibre qui s'est créé au profit des forces du capital et aux dépens des forces du travail, les salariés devenant la variable d'ajustement de la mondialisation.

Dans ce contexte, l'offensive de la droite politique et néo-libérale s'en trouve renforcée. Les conservateurs et les néo-libéraux veulent s'attaquer, pièce après pièce, aux conquêtes chèrement acquises du mouvement ouvrier et du mouvement social démocrate, durant les cinquante dernières années. La résistance est en cours, et même la contre offensive puisque, dans certains pays où nos amis politiques ont été ou sont encore au pouvoir, des nouvelles synthèses ont été trouvées entre les contraintes de l'économie et les exigences du social.

Ainsi, chers camarades, le combat continue ...

Ces derniers temps, le Parlement européen, appuyé par des manifestations syndicales, a pu modifier la loi européenne sur les services, de manière à protéger les droits les plus fondamentaux des travailleurs, pour un travail et un salaire décent. Autre exemple choisi, parmi d'autres mais combien significatifs, les syndicats belges, soutenus par certains de leurs camarades, se battent en ce moment pour maintenir le site de l'industrie automobile

que Volkswagen voudrait pratiquement liquider. Enfin, autre signe que les forces de travail ne désarment pas, la Confédération Européenne des Syndicats vient de lancer une pétition pour les services publics. Au-delà des définitions différentes du service public dans les Etats-membres, ce qui est en cause, ce sont les possibilités de maintenir la qualité et l'accessibilité des services publics pour tous.

Notre vigilance doit être totale sur ce sujet. Ce fut une erreur politique que d'avoir proposé une directive sur la libération des services sans l'accompagner d'une autre directive cadre, permettant de garantir les finalités du service public.

Le parti socialiste européen doit être présent dans ces batailles successives où se joue, jour après jour, l'avenir de notre société, dans la synthèse que nous voulons entre la liberté, la responsabilité et la solidarité. En faisant référence à la diversité des situations nationales, j'ai voulu, par là même, souligner la difficulté d'une charte commune, d'autant que dans les revendications qui nous sont adressées par les citoyens ou par certains groupes, on a tendance à oublier que le contrat de mariage des Européens est fondé sur une répartition des compétences entre l'Union et les Etats-Membres. A cet égard, il serait dangereux de se donner bonne conscience en évoquant la formule du traité constitutionnel sur les compétences partagées. C'est une source de confusion, qui ne rend pas facile l'enrichissement du débat démocratique.

En réalité, et dans l'état actuel des traités, la politique économique, pour partie, la politique du marché du travail et la politique du Welfare State, sont de la compétence et de la responsabilité des Etats membres. Il faut, sans cesse, le rappeler aux démagogues de tous les bords.

POUR UNE FEUILLE DE ROUTE EUROPEENNE ...

Pour surmonter cette difficulté, votre Président Poul Rasmussen a choisi une méthode originale qui consiste, après le rappel de nos orientations fondamentales, à proposer aux 27 Etats-membres, une feuille de route couvrant toutes les politiques qui doivent contribuer au bien-être, à la cohésion de la société et aussi à la préservation de notre avenir commun, par l'inclusion de la dimension de l'environnement et de l'écologie.

Si cette feuille de route recueille l'agrément du congrès, nos partis trouveront la confirmation de leur engagement et des pistes pour améliorer nos systèmes sociaux et nos systèmes de travail, sans renier leurs valeurs essentielles et les fondamentaux de leur action. Les pistes ainsi proposées permettent de mener une action qui aboutit au rééquilibrage entre l'économique et le social, entre l'économique et le monétaire et entre la croissance quantitative et le développement qualitatif, respectueux de

l'environnement.

Il ne s'agit pas d'une sorte de conservatisme social qui défendrait, tels qu'ils sont, les éléments du Welfare State. Non, car, au cours des travaux préparatoires, ont été mis en relief les nouvelles causes de désordre social ou d'exclusion des individus. Cette attention portée aux nouveaux risques de la société post industrielle est essentielle pour montrer que les socio-démocrates sont à l'écoute de la société et prennent en compte les transformations qui s'y manifestent, soit sur le plan des valeurs et de modes de vie, soit sur le plan des inégalités face au travail, soit sur le plan des conditions de vie souvent plus difficiles pour les personnes seules, les familles monoparentales, les jeunes sortant de l'école sans être dotés des capacités de se défendre dans la vie ...

Dans les vastes débats auxquels donnent lieu ces si difficiles questions, nous devons faire attention à l'usure des mots, à force d'être utilisés à temps et à contretemps, par les médias et par nos adversaires politiques. C'est ainsi qu'on a parfois envie de sortir son revolver quand les politiciens conservateurs vous parlent, sans sourciller, d'égalité des chances, d'éducation tout au long de la vie, de culture pour tous. Nous devons réagir contre le climat qui se crée ainsi et qui fait beaucoup de mal à la démocratie et à la citoyenneté. Car, comment voulez vous que les citoyens puissent se saisir de certaines formules, si celles-ci perdent leur véritable sens. C'est pourquoi le rapport pour une nouvelle Europe sociale entre dans les détails lorsqu'il s'agit de donner à tous la possibilité d'accéder à un travail, de fournir des solutions concrètes pour tous ceux qui veulent ou qui doivent retourner en formation tout au long de leur vie, pour réaliser concrètement l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, pour permettre aux familles de concilier travail et vie familiale, sans que soit négligée l'éducation et le confort des enfants.

Sur ce dernier point, ne l'oublions jamais, chers camarades, les enfants pauvres d'aujourd'hui deviennent les adultes pauvres et les exclus de demain. Il convient donc de trouver, dans chaque pays, les politiques qui permettront d'assurer à tous les enfants un espoir pour vivre décemment et bénéficier d'enseignements de qualité. Ce qui, bien entendu, ne diminue en rien la responsabilité des parents qui doivent être aussi des éducateurs.

Mais un nécessaire approfondissement de notre Europe Sociale ne doit pas nous éloigner des autres conditions pour un nouveau départ de la construction européenne. Ce qui implique de revenir, quelques instants aux fondamentaux ... L'expérience historique de la construction européenne montre que, s'il n'y a pas un minimum de confiance entre les Etats-membres, il est impossible de progresser. Et, même au temps où la Grande-Bretagne s'opposait au projet de l'Acte Unique et autres, il y avait au Conseil des Ministres des Affaires Générales et même au Conseil Européen, une atmosphère qui permettait de parler puis de comprendre, voire de décider à la majorité. Or, actuellement, ce minimum de confiance

entre les Etats n'existe plus. Je plaide pour un armistice psychologique entre ces pays, ce qui veut dire qu'il y en a certains qui doivent donner l'exemple et arrêter de faire des effets d'annonces agressifs ou bien encore de dénoncer chez l'autre la paille qu'il a dans son oeil sans regarder la poutre qu'il a dans le sien.

Vous voyez bien les détestables conséquences des effets d'annonces qui se succèdent en ce moment. Le Conseil Européen a donc le choix soit d'aborder les vrais clivages, soit de s'enfoncer dans les délices d'un wagon-lit.

Pour retrouver la vigueur et la transparence du débat et vivifier la démocratie, il faut admettre qu'il y a des divergences profondes entre les Etats-membres sur les finalités de l'Union. Il ne faut pas faire "comme si" cela n'existait pas parce que les chefs d'Etats s'appellent par leur prénom. Et il vaudrait mieux faire surgir ces problèmes. Il y en a d'ailleurs toujours eu. Je n'en citerai qu'une illustration parmi d'autres: la construction de l'Europe économique, environnementale et sociale, impliquant les quatre libertés du marché, une politique de la concurrence et, bien entendu, la compétition entre les entreprises. Si, comme le proposent certains, comme le pratiquent déjà d'autres Etats-membres, on ajoute à la compétition entre les entreprises, la compétition entre les nations, alors, ne parlons plus d'Europe politique ni même d'un espace économique défini par des règles et arbitré par le Droit. Et pourtant on ne veut pas discuter sérieusement de cette question.

Quelle est notre image de la construction de l'Europe et, pour commencer, de ce vaste ensemble économique et intégré? Est-ce que nous acceptons que, par le dumping, fiscal surtout, on justifie cette jungle, même du point de vue théorique, se résignant à la formule selon laquelle entre le Monde et la Nation, il n'existe rien. Si, chers camarades, il y a l'Europe.

Parlons aussi du moteur de la construction européenne, du comment faire. On ne parle aux citoyens que du design de la voiture. Je voudrais qu'on soulève le capot et qu'on regarde le moteur: Le triangle Parlement européen, Conseil, Commission, chacun dans son rôle. Tout cela parce que le triangle de base ne fonctionne plus. La Commission a le droit d'initiative, c'est bien. Pour ceux qui ne sont pas convaincus, je rappellerai simplement qu'il n'y aurait pas de programme Erasmus, dont nous fêtons le 20ème anniversaire, si la Commission n'avait pas eu le droit d'initiative et ne l'avait pas fait respecter en 1986. La Commission a le droit d'initiative, elle fait des propositions, elle devrait travailler d'une manière permanente avec le Parlement européen et le Conseil des Ministres, sélectionner les textes que l'on peut proposer, les textes vraiment indispensables. Mais pour cela, il me semble qu'il faut à nouveau un vrai Conseil des Ministres des Affaires générales et non pas des Ministres des Affaires étrangères qui viennent, sous couvert aussi des affaires générales, et qui, ayant parlé géopolitique au cours du déjeuner, s'en vont ensuite et laissent à un Secrétaire d'Etat,

sans instructions, le soin de décider. Il faut un Conseil des Affaires générales; c'est un des éléments clés qui a permis de progresser.

Rétablir ce triangle institutionnel et que les Chefs d'Etat arrêtent de négliger la Commission. Si on revenait à cette pratique élémentaire, on y verrait plus clair, on arriverait à susciter les vrais débats. Le Conseil Européen retrouverait son vrai rôle qui est de se prononcer sur deux ou trois orientations fondamentales.

ON NE PEUT PARLER DE L'EUROPE SOCIALE, SANS SOULIGNER L'IMPORTANCE STRATEGIQUE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE ...

Le bilan, quel est-il après sept ans de l'Union économique et monétaire? L'euro protège mais l'euro ne dynamise pas. L'euro protège, y compris des bêtises que font certains pays. Vous pouvez reprendre l'histoire de ces dernières années et voir que certains pays membres de l'euro auraient connu, à un certain moment, de grandes difficultés sur le marché des changes, s'ils avaient gardé leur monnaie nationale. Le résultat est que, d'un point de vue technique, on demande trop à la monnaie et pas assez à l'économie. Et que, ce faisant, on néglige le social, on l'affaiblit faute de croissance coordonnée, faute d'emplois suffisants. Remarquez, les banquiers centraux ont l'air très heureux mais nous, on l'est moins. Il faut donc rappeler, à partir de là, le projet d'origine: l'équilibre dialectique entre l'économique et le monétaire. Or, celui-ci n'est pas réalisé. Pourquoi? Cet équilibre était prescrit par le rapport dit Delors de 1989, maintenu dans l'esprit du Traité de Maastricht. Mais il a été complètement oublié en 1997 quand on a fait le pacte de stabilité, ce pacte de stabilité qui avait ses raisons du point de vue allemand pour convaincre une opinion à majorité réticente. Ce pacte de stabilité –même amendé- n'a réglé qu'une petite partie des problèmes. Il aurait fallu un pacte de coordination des politiques macro économiques. Ne croyez pas que le Président de la Banque centrale américaine est seul. Il est constamment en relation et discussion avec la Maison Blanche et les Ministres. La Commission aurait dû avoir le courage de dire: "nous dénonçons les asymétries entre les politiques économiques nationales, nous démontrons que si nous allions tous dans le même sens, nous ajouterions une valeur à l'ensemble et nous ferions davantage de croissance dans les périodes favorables et moins de récession dans les périodes de ralentissement". Cela n'a jamais été tenté et d'ailleurs les Ministres n'ont jamais voulu reconnaître cette mission à la Commission européenne.

Je n'espère pas convaincre tout le monde. Je dis que le chantier de réflexion doit être ouvert. Il est économique, technique, institutionnel. Il implique, non pas tout le changement des statuts de la Banque Centrale, mais surtout la coopération des politiques macro- économiques nationales, une harmonisation minimale à l'intérieur de l'Union économique et monétaire, notamment en ce qui concerne l'assiette de l'impôt sur les entreprises puis

ensuite les taux. En d'autres termes, l'UEM doit devenir une véritable coopération renforcée avec son budget propre permettant d'accompagner les efforts des Etats de l'Union Economique et Monétaire, et peut-être aussi un fonds d'intervention conjoncturel qui serait utilisé, bien entendu, d'une manière raisonnable. Si l'euro marchait vraiment bien on n'aurait peut-être pas cette accumulation de dollars chez les banques asiatiques qui demain peut amener la Chine à provoquer dangereusement le reste du monde. La valeur d'une monnaie, c'est aussi les performances économiques à l'appui. C'est pourquoi je demande au moins que ce sujet soit discuté, et pas simplement par des monétaristes ou des responsables qui veulent être bien vus par les monétaristes, selon les idées à la mode.

La mode n'existe pas seulement dans les salons, elle existe aussi dans les bureaux et dans les cabinets ministériels. Il est temps d'ouvrir les fenêtres et d'engager le débat.

Chers camarades, en vous parlant du retour à une saine pratique institutionnelle, en proposant une réforme de l'Union Economique et Monétaire, je ne suis pas éloigné du social. Bien au contraire, j'en ai analysé certaines conditions, en mettant aussi l'accent sur la nécessité d'un débat public sur le thème: Quelle Europe voulons-nous? Et comment la faire? J'en reste, pour ma part, à une philosophie, acceptable par beaucoup, même au delà de nos rangs, de l'idéal d'un espace économique et social européen: la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui réunit.

Jacques Delors.

Intervention dans le Congrès du PSE, Porto, les 7 et 8 décembre 2006.